

Histoire de la civilisation de l'Amérique du Nord

M. Marcel GIRAUD, professeur

Booker T. Washington, les mercredis, de 4 à 5 heures, dans la salle 3.

La personnalité de Booker T. Washington domine toute la question des relations raciales aux Etats-Unis dans la période qui s'écoule de 1881 jusqu'au début de la première guerre mondiale. Pendant ces quelque 35 ans, il apparaît comme le plus marquant des leaders de la race noire, l'homme qui a pris la succession de Frederick Douglass et qui, bénéficiant de l'appui de plusieurs hommes politiques, notamment Theodore Roosevelt, se dévoue avec une conviction profonde à la double tâche de l'éducation de ses congénères dans le grand Sud et du rapprochement des races.

A la différence de W. E. Burghardt Du Bois, qui avait grandi dans une communauté de la Nouvelle Angleterre dont la population était étrangère aux préjugés raciaux des Etats à esclaves, et qui avait bénéficié des possibilités de formation que les institutions du Nord offraient aux noirs, Washington était né esclave en Virginie sur la petite plantation de James Burroughs, et, aussitôt après l'émancipation de sa race en 1865, il avait été transporté dans la vallée de la Kanawha, à Malden, où il avait passé plusieurs années dans le rude labeur des mines de sel et de charbon.

Il avait pu cependant échapper à cette existence sans issue, qui était le fait de la plupart des anciens esclaves, par la volonté qu'il avait manifestée de s'instruire lorsqu'il avait appris l'existence dans une localité de la Virginie orientale, à Hampton, d'un institut que le général Samuel C. Armstrong, le fils d'un missionnaire des îles Hawaï, venait d'ouvrir dans le but d'apporter une solution au problème que posait aux Etats-Unis la libération d'une nombreuse population d'esclaves victimes de leur passé et de leur absence d'instruction. A son entreprise, Armstrong avait donné une orientation pratique et utilitaire. Il entendait former des jeunes noirs afin qu'ils pussent à leur tour donner à leurs congénères l'enseignement et la direction qui leur faisaient défaut. Il se proposait avant tout de leur apprendre le respect du travail et de la propriété, de leur inculquer la pratique de métiers « industriels » (mécaniques et agricoles) auxquels il donnait le pas sur l'étude des disciplines livresques habituellement enseignées dans les académies et les

collèges. A tous les jeunes noirs incapables d'assumer la charge de leurs frais d'études et de pension, il offrait la possibilité d'acquérir par le travail le moyen d'y subvenir. C'est dans cette atmosphère de labeur orienté vers un idéal de relèvement de la race noire que Booker T. Washington se forma et qu'il puisa les principes qu'il devait à son tour appliquer à Tuskegee à partir de 1881. Les frais de pension et d'études, auxquels sa famille eût été incapable de pourvoir, furent couverts par les emplois qu'il exerça à l'Institut et, en période de vacances, dans les localités du voisinage. Lorsqu'il termina ses études, en 1875, il devint ce qu'Armstrong attendait de tous les diplômés de son établissement, c'est-à-dire un missionnaire pour ses congénères, et il reprit le chemin de la petite localité de Malden, dans la vallée de la Kanawha, où il avait si longtemps peiné, pour y faire à son tour l'instruction des enfants noirs.

Au bout de quelques années, d'ailleurs, Armstrong le rappela auprès de lui, à Hampton, et, en 1881, il lui confia le soin d'ouvrir dans l'Alabama, à Tuskegee, un institut pour la race noire dont quelques personnalités et quelques membres de la législature locale souhaitaient l'établissement. Ce fut le « Tuskegee normal and industrial institute ». Washington y transplanta les méthodes d'éducation de Hampton, étayées sur les idées bien arrêtées qu'il s'était formées sur la race noire en Amérique. Dès lors commença cette carrière prestigieuse qui devait assurer à cet ancien esclave une place hors pair pour un homme de couleur dans la société américaine de la fin du XIX^e siècle, et dont l'étape décisive devait être le programme de rapprochement des races qu'il présenta en 1895 dans la ville d'Atlanta devant un auditoire d'hommes du Sud.

Lorsqu'il ouvrit l'institut de Tuskegee, Washington savait que l'émancipation n'avait pas fait le bonheur de ses congénères. Il admettait que le noir était inférieur au blanc parce qu'il n'avait pas reçu un héritage social, culturel et économique qui pût lui permettre de soutenir la concurrence des blancs dans le monde que ceux-ci dominaient, il admettait que la Reconstruction n'avait été qu'une vaste erreur, car elle avait orienté le noir vers la politique au lieu de le préparer à remplir son rôle de citoyen, il critiquait les méthodes d'enseignement des missionnaires venus du Nord dont le but avait été de donner à une race à peine sortie de l'esclavage une formation identique à celle que recevaient les enfants de la Nouvelle Angleterre. Le résultat de ces conceptions erronées avait été d'apprendre aux jeunes noirs des rudiments de langues classiques sans leur donner aucune formation pratique, aucune connaissance des métiers manuels ou des méthodes agricoles modernes. Washington se proposait de reprendre cette œuvre à la base afin de fournir aux noirs l'occasion de prouver l'utilité qu'ils pouvaient avoir dans la société américaine et afin de les dégager graduellement, par l'éducation, par le sens des valeurs morales, de l'image puérile que le blanc s'était toujours faite de l'esclave ou du travailleur de couleur. Au point de départ, Washington entendait donner à ses congénères une formation strictement utilitaire qui les

préparerait à exercer des emplois rémunérateurs dans l'agriculture et dans le commerce, à leur permettre d'échapper à ces travaux subalternes qu'on leur avait toujours réservés. L'enseignement purement technique qu'il envisageait au début comme le seul possible ferait place à une formation intellectuelle de plus en plus large et libérale à mesure que les noirs acquerraient les moyens de fortune qui, pour le moment, ne leur étaient pas accessibles.

Les visites qu'il fit aux familles noires du Macon County, où se trouvait la petite ville de Tuskegee, les conditions d'existence misérables et arriérées qu'il observa parmi elles, leur état de santé défectueux lié à la mauvaise nourriture et à l'ignorance de tout principe d'hygiène convainquirent rapidement Washington de la nécessité d'organiser cette formation pratique dans l'école qu'il ouvrit le 4 juillet 1881. Les débuts, certes, furent des plus modestes puisque les cours commencèrent dans deux locaux insignifiants, une mesure qui servit de salle de classe à une trentaine d'élèves et une église méthodiste qui tint lieu de salle de réunion. Mais, dès la fin de l'été, Washington se mit en devoir d'acquérir une plantation abandonnée à la faveur d'une avance de fonds qu'il obtint du trésorier du Hampton Institute, et il plia ses élèves, au risque de les décevoir et de les irriter, à la dure besogne du défrichage dont il leur donna lui-même l'exemple. Dans l'espace de quelques mois, il avait converti tous ses jeunes noirs à la discipline du travail manuel, il avait commencé avec leur concours à édifier des bâtiments scolaires, et, comme il ne disposait que des crédits ridiculement faibles de la législature de l'Alabama, dès 1882 il entreprit, suivant l'exemple que le général Armstrong lui avait donné, d'accomplir des tournées de propagande dans les villes du Nord et de l'Est pour intéresser à son œuvre les industriels et hommes d'affaires épris de philanthropie.

En trois ans, effectivement, Washington, avec l'aide de son assistante Olivia Davidson, parvint à réunir, grâce aux dons privés dont il bénéficia, une somme de \$ 21 000 qui lui permit d'achever la construction d'un édifice en briques à 3 étages, destiné à servir de dortoir, de réfectoire et de salle de cours. A partir de 1883, le budget de l'institut s'enrichit de dons monétaires émanant des fonds Slater et Peabody dont le but était précisément d'aider l'œuvre de l'éducation dans les Etats du Sud, et Washington s'en servit pour établir les premiers ateliers de travaux manuels pour les jeunes gens des deux sexes qu'il avait accueillis dans son institut. Bientôt les fonds réunis au cours des tournées de propagande atteignirent \$ 20 000 par an, et le chiffre ne cessa d'augmenter régulièrement à partir de 1886.

C'est alors que Washington donna à l'enseignement technique toute l'ampleur et toute la diversité que lui paraissait exiger la formation des jeunes noirs. Les fours à briques, les ateliers de charpente et de menuiserie, de cordonnerie et de sellerie, de matelasserie leur fournirent rapidement le moyen de pourvoir à tous les besoins matériels de la petite communauté qui s'organisait. L'initiative d'introduire à Tuskegee la fabrication des briques

fut particulièrement utile ; non seulement elle permit l'édification de nouveaux bâtiments, mais elle fournit aux blancs de la localité un matériau de construction dont elle avait jusque là été dépourvue ; elle constitua la meilleure publicité de l'institut dans la région avoisinante. Tout en veillant à la formation technique de ses élèves, Washington les astreignait à des habitudes de propreté et de discipline rigoureuses. Les jours se succédaient avec une précision militaire, heure par heure, depuis le lever à 5 heures du matin jusqu'au signal du repos qu'une cloche donnait à 9 heures du soir. Le tabac, l'alcool, les jeux de hasard étaient strictement interdits. Le dimanche, après plusieurs exercices religieux, se terminait par une réunion au cours de laquelle Washington faisait aux élèves une causerie dans laquelle il passait en revue un certain nombre des problèmes journaliers de l'existence.

Bientôt l'institut de Tuskegee fit de tels progrès que Washington, en 1888, décida de donner un éclat particulier à la célébration de l'anniversaire de sa fondation. Plus de 400 élèves y étaient alors inscrits, 25 professeurs y enseignaient, le revenu annuel de l'école s'élevait à \$ 27 000, et son capital foncier et immobilier était estimé à \$ 80 000. En 1895, le nombre des élèves devait doubler : 200 demandes d'inscription seraient alors refusées, et le capital atteindrait \$ 200 000, tandis que 165 diplômés de Tuskegee se trouveraient répandus dans les villages noirs, pour la plupart en qualité de maîtres d'école.

Simultanément Washington commençait à se distinguer sur le plan national comme orateur de la question des relations raciales. Ses premières tournées dans le Nord et dans l'Est l'avaient immédiatement désigné par ses qualités oratoires à l'attention du public, et sa réputation n'avait par tardé à grandir dans les milieux académiques. Graduellement, de succès en succès, il s'était acheminé vers cette année 1895 qui devait lui permettre de se dégager du cercle un peu étroit de l'éducation pour s'élever au niveau de l'orateur prêt à suggérer un programme susceptible de modifier la nature de ces relations raciales que la guerre n'avait pas résolues. Dès 1884, 3 ans seulement après la fondation de l'institut de Tuskegee, devant l'association nationale de l'éducation qui groupait un public de près de 4 000 personnes, à Madison, il avait abordé cette question fondamentale. Il avait alors présenté un programme basé sur la conviction que la patrie permanente du noir se situait dans le Sud et que tout progrès de la race de couleur exigeait, dans une certaine mesure au moins, la coopération des blancs du Sud. Rejetant tous les projets de « colonisation », hostile au principe de l'émigration des noirs dans les Etats du Nord, dont les villes formaient autant de foyers de corruption, il leur conseillait de rester sur leur terre natale, de travailler pour y acquérir la propriété du sol qu'ils cultivaient : dans ce milieu qui leur était familier, ils gagneraient peu à peu l'estime des blancs, ils acquerraient surtout l'indépendance économique, fruit de leur labeur, que de vaines manœuvres politiques ne pourraient leur assurer.

En 1895, au cours de l'exposition internationale et des Etats à coton qui fut organisée dans la ville d'Atlanta, il reprit en les développant les thèmes de 1884. Mais il innova en ceci qu'il essaya de formuler un programme cohérent et pratique de relations entre les blancs et les noirs, ce que le Sud recherchait alors au même titre que l'ensemble de la nation américaine. Il convint franchement devant ses auditeurs que de graves fautes avaient été commises pendant la Reconstruction, que les noirs avaient recherché des sièges au Congrès au lieu de se préoccuper d'agriculture et d'élevage, qu'ils avaient en d'autres termes, par une inévitable conséquence de leur ignorance, prétendu commencer par le sommet au lieu de partir de la base. Il tranquillisa les blancs qui redoutaient le départ de la main-d'œuvre noire du Sud en exhortant ses congénères à rester chez eux, dans ce Sud où ils avaient plus de chance de réussir que dans un monde économique différent. Il dissipa l'appréhension de l'égalité raciale en assurant ses auditeurs que les noirs les plus sensés comprenaient qu'il était illusoire de soulever cette question, et que tous les avantages que ses congénères obtiendraient seraient le fruit de leur travail et ne seraient jamais imposés aux blancs par la force. S'adressant plus expressément à ses frères de couleur, il les engagea à s'occuper d'agriculture, de mécanique, de commerce, en leur rappelant qu'ils prospéreraient dans la mesure où ils apprendraient à glorifier le travail et à s'acquitter de leurs emplois avec compétence et habileté. Quant aux blancs, appelés à vivre au milieu de ces millions de noirs dont ils avaient depuis longtemps éprouvé la fidélité, ils leur fourniraient l'assistance matérielle, ils favoriseraient leur éducation, ils s'associeraient aux efforts déjà faits dans l'intérêt de la race noire, et, en échange, celle-ci ferait marcher leurs usines, achèterait le surplus de leurs champs et en transformerait les espaces incultes. De la part des noirs, Washington offrait de renoncer à toute agitation politique, de ne plus revendiquer l'égalité raciale, de recommencer par la base afin de se rendre dignes des privilèges entiers des citoyens. En contrepartie, il demandait que le noir fût désormais jugé non sur sa couleur, mais sur sa valeur individuelle, comme un être humain, qu'on lui reconnût surtout des possibilités économiques égales à celles des blancs dans l'agriculture aussi bien que dans les usines qui commençaient à s'édifier dans le Sud, et qu'on lui rendît une justice indépendante de tout préjugé racial. Washington estimait que dans ce marché il abandonnait peu de chose puisque les solutions politiques avaient échoué et qu'il proposait d'échanger les remèdes politiques contre des possibilités économiques égales pour tous.

Malheureusement, la réalisation de ce marché dépendait de l'ouverture d'esprit d'une population blanche dont les conceptions raciales étaient dominées par les relations traditionnelles du maître et de l'esclave et par la fâcheuse expérience, toute proche encore, de la Reconstruction. En fait, le Sud interpréta le programme de Washington de manière à en tirer plus que celui-ci ne voulait offrir et en ignorant et les concessions réciproques qui s'y trouvaient impliquées et le but que recherchait Washington, à savoir le

statut de citoyens de plein droit pour ses congénères. Par exemple, l'affirmation qu'il est « plus important pour nous d'être préparés à voter que de voter » pouvait être interprétée comme signifiant que Washington ne s'opposait pas à la suppression du droit de vote pour les noirs. L'affirmation que les noirs prospéreraient dans la mesure où ils apprendraient à glorifier le travail pouvait être interprétée comme signifiant que le noir accepterait sa condition servile traditionnelle. Le discours d'Atlanta contribua à la reconnaissance du principe « separate but equal » comme devant être la base des relations raciales en Amérique, principe qui devait rester en vigueur pendant plus d'un siècle. On jugea, d'après ce que venait de dire Washington, que ses congénères s'en accommoderaient : en 1896, effectivement, la Cour suprême fit de cette doctrine la loi du pays.

Mais le discours n'en eut pas moins une énorme répercussion. En 1896, le président de Harvard conféra à Washington le titre de Master of Arts honoraire qu'aucun noir n'avait encore reçu, et McKinley, peu après son élection à la présidence, envisagea de lui confier le portefeuille de l'agriculture. Or, Frederick Douglass venait de mourir, et, automatiquement, Washington prit sa succession et devint le leader incontesté de la race noire aux Etats-Unis. Ce fut la période la plus glorieuse de sa carrière. Le président de la république et toutes les personnalités politiques prirent l'habitude de se référer à l'avis de Washington pour tout ce qui touchait à la race noire, et l'immense prestige de celui-ci lui permit de s'introduire dans les salons et les milieux d'affaires les plus élevés de Boston et de New York.

A mesure que sa réputation grandissait, son institut ne cessait de gagner en importance. Lorsqu'il eut admis George Washington Carver, qui prit la direction du département d'agriculture, Emmett J. Scott, qui devint le secrétaire privé du président, Monroe N. Work, qui prit la direction du bureau des archives et des recherches, il acquit une haute réputation scientifique. Si l'extension régulière de l'institut exigeait sans cesse de nouveaux capitaux, Washington continuait d'y pourvoir en faisant appel aux grandes fondations philanthropiques du Nord. Il était alors parvenu à gagner l'appui d'un nombre croissant d'industriels et de financiers. Lorsque, en 1898, il parvint à obtenir du président McKinley qu'il rendît visite au Tuskegee Institute, il trouva dans cette circonstance un moyen de publicité extraordinaire pour l'école, qui fut suivi d'un afflux de dons en argent émanant de J. Pierpont Morgan, J. D. Rockefeller, Nicholas Murray Butler : toute la haute finance américaine apportait sa collaboration à l'œuvre entreprise par le leader de la race noire. Et, lorsque celui-ci mourut en 1915, la dotation de son institut atteignait la somme de \$ 2 millions, soit un chiffre supérieur à celui de la dotation de tous les autres collèges du Sud.

Ce rôle de premier plan que Washington avait acquis dans la société américaine s'accrut encore lorsque Theodore Roosevelt prit en 1901 la succession de McKinley. De lui dépendirent désormais les nominations de noirs à des postes officiels, et sur ses conseils le président régla sa politique

à l'égard des Etats du Sud. Comme les dernières années du XIX^e siècle avaient été marquées par un renforcement des discriminations raciales dans le Sud, Washington mit à profit son influence à la Maison Blanche pour contre-carrer l'essor du « Lily Whittism », mouvement dirigé contre les noirs, et, en échange de l'appui du président, il s'appliqua à maintenir dans le camp républicain les voix des électeurs noirs. Les mesures énergiques que prit Roosevelt contre ces « Lily Whites » firent beaucoup pour assurer la fidélité des noirs au parti républicain dans les élections de l'année 1904.

Mais, si la plupart des noirs étaient fiers de l'influence politique de Washington, tous ne l'approuvaient pas. Et il se heurta bientôt à l'opposition de ceux qui réprouvaient sa politique de modération, d'autant plus que, paradoxalement, le niveau d'instruction qu'il était parvenu à donner à une grande partie de la race noire alimentait précisément cette opposition. Sans compter qu'il s'était aliéné ceux que les noirs avaient toujours considérés comme leurs leaders naturels : les pasteurs, pour lesquels Washington n'avait jamais dissimulé le mépris qu'ils lui inspiraient ; les politiciens, dont il avait toujours condamné les méthodes et le rôle néfaste ; les intellectuels enfin, qui considéraient l'importance qu'il attachait à la formation technique comme l'admission tacite que le noir était incapable d'acquérir une formation plus élevée, qui jugeaient que les solutions politiques pouvaient seules permettre aux noirs de conquérir l'égalité des droits civiques et qui s'irritaient de la trop grande popularité de Washington. Et le succès avec lequel les blancs du Sud parvinrent à faire exclure les noirs du droit de vote à la fin du XIX^e siècle, les violences continuelles et les lynchages dont ceux-ci furent alors victimes ne pouvaient que fournir un terrain favorable à l'opposition qui se manifestait et qui finit par le cristalliser dans la personne de W. E. Burghardt Du Bois. Les deux hommes, à partir de 1903, s'affrontèrent de plus en plus ouvertement, et, jusqu'à la fin de ses jours, Washington dut tenir tête à l'adversaire qui orientait son programme dans un sens franchement hostile aux blancs et qui, s'inspirant d'un idéal de séparation des races, ne cessait de dénoncer la politique trop conciliante du président de Tuskegee.

Le mouvement anti-esclavagiste avant la guerre civile (2^e série), les samedis, de 3 à 4 heures, dans la salle 3.

Tandis que l'idée anti-esclavagiste commençait à compter dans les églises et dans les tribunaux d'éloquents défenseurs, elle puisait une force nouvelle dans l'élan réformateur que suscitait à partir de 1810 le mouvement d'expansion qui devait aboutir au peuplement du bassin du Mississipi. Beaucoup prirent alors conscience du fait que, dans ces espaces nouveaux, devait aboutir la grande bataille qui venait de s'engager entre l'esclavage et la liberté. En 1825, en outre, prenait naissance dans l'Ouest de l'Etat de New York le grand réveil religieux de Charles Grandisson Finney. Son enseignement qu'aucun homme ne pouvait être assuré de son salut s'il ne faisait tout ce

qui lui était possible pour ramener dans le droit chemin les créatures qui s'égarèrent, répandit un idéal nouveau dans l'Eglise presbytérienne, déjà très démocratique, et marqua le premier terme d'une croisade intellectuelle et religieuse, fortement rehaussée de philanthropie chrétienne, pour une réforme de la société. Simultanément une série de réformes se réalisaient dans les Etats de l'Est et de l'Ouest, dans le domaine de l'enseignement public, du droit de suffrage, de l'emprisonnement pour dettes, qui garantissaient à l'individu une liberté nouvelle et qui éveillaient chez les femmes des aspirations neuves, la volonté d'obtenir des droits égaux à ceux des hommes. Un besoin profond de réformes se manifestait dans la société américaine, qui trouva sa meilleure expression dans de nombreuses sociétés réformatrices ou philanthropiques, dont une des plus connues, l'American Tract Society (1825), répandait ses publications dans les villes et dans les campagnes.

Les partisans les plus actifs de cette grande croisade pour le progrès social se recrutaient parmi les prédicateurs, les docteurs, les avocats et les maîtres d'école, les riches marchands et propriétaires terriens. Les commanditaires les plus généreux en étaient effectivement les frères Tappan, deux riches importateurs de New York, dont les rapports d'affaires avec leurs clients de l'Ouest se doublaient invariablement de recommandations ou de tracts sur la réforme morale et la société, sur la tempérance ou sur l'esclavage : car il va de soi que, dans cette atmosphère de fermentation intellectuelle, une institution comme l'esclavage, aussi contraire aux droits naturels de l'homme et aux principes fondamentaux du christianisme, devait figurer au premier rang des préoccupations de tous les esprits désireux de réformes sociales.

La bataille décisive contre l'esclavage commença en 1829 avec le « Genius of Universal Emancipation » de Benjamin Lundy, avec l'Appel de David Walker à Boston, avec l'insurrection de Nat Turner en Virginie. Elle commença aussi avec l'organisation dans l'Ohio méridional du presbytère de Chillicothe où un certain nombre de pasteurs presbytériens, pour la plupart exilés des Etats du Sud, présidaient à un réseau d'assistance aux noirs fugitifs. Tandis que le Sud conservait son fondamentalisme religieux, qui représentait le dogme du XVIII^e siècle, et rejetait tout l'aspect social de la croisade de Finney, celle-ci apportait au mouvement anti-esclavagiste un nombre incalculable d'apôtres dont le premier groupe sortit du Lane Seminary de Cincinnati que fonda, à la demande et avec les fonds des Tappans, Theodore Weld, le plus connu des disciples de Finney, en 1833. Le président, Lyman Beecher, y accepta le principe de la liberté de discussion sur tous les sujets. Les étudiants, aussi préoccupés de l'émancipation des esclaves que de l'amélioration des conditions de vie des noirs libres, entreprirent aussitôt de venir en aide à la nombreuse population noire de Cincinnati. Certains, comme Marius Robinson et Augustus Wattles, sortirent du Séminaire pour se consacrer plus complètement à la tâche de son éducation.

Mais, rapidement, les étudiants de Lane entreprirent d'appliquer le principe de la libre discussion en inaugurant une série de grands débats sur les pro-

blèmes de l'esclavage et de la colonisation qui s'ouvrirent au mois de janvier 1834. La discussion commença sur la question suivante : « Est-il du devoir de la population des Etats à esclaves d'abolir immédiatement l'esclavage » ? Weld parla pendant 3 heures consécutives les 4 premiers soirs, couvrant tous les aspects du sujet, historique, philosophique, scriptural, discutant l'angle de la justice, de la moralité, de la loi fondamentale, du sens commun. Henry B. Stanton parla avec une égale maîtrise, et ces exposés furent appuyés par les témoignages directs de plusieurs étudiants qui étaient nés dans les Etats du Sud et qui appartenaient à des familles possédant des esclaves. Et la discussion se termina par un vote unanime, auquel tous les auditeurs s'associèrent, en faveur de l'abolition immédiate de l'esclavage.

Les débats de Lane mirent en effervescence la ville de Cincinnati. L'opinion s'y répandit qu'il était préférable d'interdire d'y soulever désormais la question de l'esclavage. Les administrateurs de Lane, en conséquence, imposèrent à leurs étudiants une consigne de silence rigoureuse. Le résultat fut le départ d'une cinquantaine de ces derniers. Un collègue nouvellement fondé à Oberlin les accueillit : les frères Tappan fournirent les capitaux nécessaires à l'établissement, Th. Weld et Ch. G. Finney vinrent y prendre eux-mêmes la direction des études théologiques, et l'enseignement s'y ouvrit sous le signe de cette liberté de discussion que le Séminaire de Lane n'avait pas respectée (1834).

A cette date, une autre personnalité s'était jointe au mouvement anti-esclavagiste, William Lloyd Garrison, qui avait collaboré à la publication du *Genius of Universal Emancipation*, et qui se distingua surtout par les articles incisifs du journal qu'il venait de fonder en 1831, le *Liberator*, où il faisait campagne pour la tempérance, la paix, les droits des femmes, et défendait avec énergie le principe de l'émancipation immédiate des esclaves, mais en déconseillant le recours à la violence et à l'insurrection. L'action qu'il exerça fut au fond assez faible : Garrison n'aidait pas les esclaves à s'enfuir des Etats du Sud, comme Levi Coffin et tant d'autres ; il n'établit pas d'écoles à l'intention des noirs comme Robinson et Wattles, pas plus qu'il n'aida les noirs à acquérir la pratique de métiers manuels ; il n'écrivit point de solide traité anti-esclavagiste, n'apporta pas aux noirs d'assistance financière. Mais son *Liberator* fournit aux leaders noirs la possibilité d'exprimer leurs vues et d'encourager leurs congénères, et sa défense inlassable des droits humains, son refus de faire aucune distinction entre les blancs et les noirs en matière de capacité, de droits, de réalisations, fournissaient à la race opprimée un puissant espoir pour l'avenir. Son défaut principal, ce fut de faire usage d'un langage immodéré que rien ne justifiait, de dénoncer la constitution fédérale et le gouvernement américain en termes inadmissibles que les partisans de l'esclavage s'empressèrent d'exploiter pour la cause qu'ils défendaient.

En décembre 1833 s'organisa l'*American Anti Slavery Society*. Elle était l'œuvre de quelques hommes qui allaient en former pendant plusieurs années

le comité directeur, Lewis Tappan, George Bourne, Joshua Leavitt, Simeon Jocelyn, Theodore Weld. Mais, si elle ne prit naissance définitivement que dans la convention de Philadelphie à la fin de 1833, elle était en voie d'organisation depuis deux ans. Elle s'était constituée dans cette courte période, 1831-1833, qui assiste au déclin rapide du mouvement colonisateur en Amérique, à l'acheminement de l'Angleterre vers la suppression de l'esclavage aux Antilles, et au ralliement graduel de l'avocat de l'Alabama, J. G. Birney, au principe de l'abolition immédiate. Le fait le plus important de ces quelques années, ce fut peut-être l'abandon de la société de colonisation par tous les esprits libéraux. Il en résulta que le champ était libre désormais pour une croisade anti-esclavagiste militante. Et le rôle de l'American Anti Slavery Society à partir de 1833, ce fut précisément de donner corps à cette croisade. La constitution de cette société était significative du but qu'elle s'assignait : « L'objet, disait-elle, (en) est l'abolition entière de l'esclavage aux Etats-Unis... Elle s'efforcera de convaincre tous nos citoyens, par des arguments adressés à leur intelligence et à leur conscience, que le fait de posséder des esclaves est un crime odieux devant Dieu, et que le devoir, la sécurité et les intérêts de tous exigent la suppression immédiate de l'esclavage sans expatriation des esclaves. La Société s'efforcera aussi... d'agir sur le Congrès pour qu'il mette un terme au commerce intérieur des esclaves..., elle s'efforcera aussi de prévenir l'extension de l'esclavage à tout Etat qui pourra être admis ultérieurement dans l'Union. »

La société compta dès le début un certain nombre de fortes personnalités, les 2 frères Tappan, les marchands de New York John Rankin et William Green, le secrétaire Elizur Wright, qui était en même temps l'éditeur de l'Emancipator, le poète quaker J. G. Whittier, et surtout Th. Weld, H. B. Stanton et J. G. Birney. Garrison n'y avait aucune fonction officielle. Mais il devait son influence au grand nombre d'adhérents qui se recrutaient dans la ville de Boston. Grâce à eux, il se sépara de la société de New York en 1840 et il fonda à Boston, sous sa présidence, l'American and Foreign Anti Slavery Society. A cette date le mouvement anti-esclavagiste, qui, à l'origine, était essentiellement religieux, s'était transformé en un mouvement de plus en plus politique qui allait graduellement s'élargir dans le parti républicain. Dans l'espace de dix ans, depuis 1829, alors qu'il avait paru d'abord devoir se limiter à des milieux religieux et à un cercle social assez étroit, il avait acquis dans le pays des appuis suffisants pour permettre la création d'un parti politique nouveau.

Ces appuis, la société anti-esclavagiste les devait à l'influence de ses publications, à l'action de ses agents et à celle de ses sociétés auxiliaires.

Les agents jouèrent certainement le rôle le plus efficace, un rôle qui supplantait celui de la publication officielle de la société, l'Emancipator de New York. Ceux de ces agents qui engagèrent vraiment la campagne contre l'esclavage ce furent Th. Weld, Wendell Phillips, James Gillespie Birney, Henry B. Stanton. En 1834, Weld et Stanton qui, jusque là, avaient agi par leur

enseignement au Lane Seminary, commencèrent leur carrière d'agents itinérants de la société, Weld dans l'Ohio, Stanton dans le Rhode Island. Weld débuta à Ripley, il parla dans les églises des prédicateurs anti-esclavagistes qui avaient fui les Etats du Sud, et, lorsqu'il termina sa campagne, l'Ohio comptait le tiers des sociétés anti-esclavagistes de l'ensemble du territoire américain. A Cleveland il attira un grand nombre des étudiants d'Oberlin, il les instruisit dans l'art de la parole et de la controverse et il les distribua ensuite dans l'Ohio en les chargeant de seconder son œuvre. Jusqu'à 1836, il se dépensa sans compter en présence de violences populaires qui renaissaient sans cesse, fondant d'innombrables sociétés auxiliaires et gagnant l'appui de toutes les personnalités influentes des communautés qu'il visitait. Au cours de sa campagne oratoire, il eut l'occasion de se mesurer avec Charles G. Finney qui s'attachait essentiellement à son mouvement de renaissance évangélique. Weld entreprit au contraire de démontrer aux élèves de Finney que le premier combat qu'ils devaient livrer pour le Seigneur consistait à attaquer le gigantesque péché de l'esclavage qui était omniprésent dans la société américaine. Et il remporta un tel succès que tous les étudiants d'Oberlin qui avaient déserté le Lane Seminary devinrent autant d'agents anti-esclavagistes et se mirent à prêcher à leur tour les deux thèmes dominants de Theodore Weld : l'esclavage est un péché et il doit être immédiatement aboli. Lorsque les agents furent devenus assez nombreux, lorsque les sociétés anti-esclavagistes se furent multipliées, Weld entreprit la publication d'une sorte d'anthologie de toutes les dénonciations qui avaient été formulées contre l'esclavage. De là sortit son grand traité : « Slavery as it is, Testimony of a thousand witnesses ».

Deux femmes, Angelina et Sarah Grimké, apportèrent aussi une importante contribution à la campagne anti-esclavagiste, une contribution dont l'efficacité se mesure à leur talent oratoire d'abord, et au fait ensuite que toutes deux étaient originaires de Charleston et que leur père était un juge de la Cour suprême de Caroline du Sud et un propriétaire d'esclaves. De bonne heure elles se révoltèrent contre le formalisme de l'Eglise épiscopaliennne à laquelle leur famille appartenait, contre les entraves que la société aristocratique du Sud opposait à l'éducation des femmes, contre la barbarie enfin de l'esclavage. Et elles n'hésitèrent pas à s'enfuir de leur ville natale pour se rendre à Philadelphie où elles s'affilièrent à la secte des Quakers qui faisait une place plus large à la libre discussion. Weld ne tarda pas à les enrôler dans le personnel de ses agents. Angelina publia alors son « Appeal to the christian women of the South », dont le retentissement fut immense dans le Nord et dans le Sud, à cause de la notoriété qu'elle devait à la situation de sa famille, à cause du long séjour qu'elle avait fait dans les Etats à esclaves et de la forte impression que produisit la conversion à l'anti-esclavagisme de cette fille d'aristocrate. Dans cet appel elle s'efforçait, à une époque où les gens du Sud avaient sans cesse recours à la Bible pour justifier l'esclavage, de démontrer que l'esclavage n'avait rien de commun avec la servitude pratiquée

par les Juifs. Le Sud, disait-elle, ne permet pas aux esclaves d'être des créatures humaines. Il n'y a pas dans l'éthique chrétienne de différence de principe entre le trafiquant d'esclaves que l'on méprise et le chrétien respecté qui lui vend ou lui achète des esclaves. Si, dans une communauté, les gens riches respectables et religieux ne possédaient pas d'esclaves, il n'y aurait ni esclaves, ni trafiquants d'esclaves. Ce sont donc les chrétiens les plus honorables du Sud qui sont les principaux piliers de ce grand temple élevé à Moloch et à Mammon. Et Angelina demandait instamment aux femmes du Sud de supplier leurs pères, leurs maris ou leurs frères d'abolir cette institution, de ne plus réduire des êtres humains à la condition servile, de cesser de troquer l'image de Dieu contre des choses aussi corruptibles que l'or et l'argent.

De juillet 1836, date où elle fut admise au nombre des agents de la société anti-esclavagiste, jusqu'à son mariage avec Theodore Weld en mai 1838, Angelina Grimké prononça inlassablement de New York à Boston et à Providence une série de discours qui doublèrent l'effectif des adeptes de la croisade anti-esclavagiste. En portant comme elle le faisait le débat sur le terrain moral, en faisant ressortir l'intérêt que les femmes portaient à cette grande question de moralité publique, elle portait un coup très dur à l'argumentation de ceux qui prétendaient que l'esclavage était une question purement politique. Même, disait-elle, si c'était le cas, cela n'exempterait pas les femmes de l'obligation de faire leur devoir d'êtres humains. Mais, en réalité, l'esclavage était une question morale aussi bien que politique.

A côté d'Angelina Grimké, James Gillespie Birney figure avec honneur parmi les adversaires de l'esclavage. Né à Danville, Kentucky, en 1792, de parents irlandais qui venaient à peine d'aborder en terre américaine, il avait seulement quelques semaines lorsque le pasteur presbytérien David Rice prononça son sermon contre l'esclavage dans la première convention constitutionnelle de l'Etat, et il mourut 3 ans avant l'élection à la présidence d'Abraham Lincoln, lui-même originaire du Kentucky. Son activité coïncide ainsi avec la naissance du parti politique qui devait conduire les Etats-Unis à la Sécession et à la guerre civile. Formé à la pratique du droit, ancien sénateur fédéral pour l'Alabama, il devint en 1832 agent de l'American Colonization Society, mais il n'accepta jamais l'idée de l'infériorité biologique de la race noire, et, dès 1833, il mit le Sud en garde contre le danger qu'impliquait l'accroissement rapide de la race de couleur. Il se permit d'écrire quelques articles de journaux conçus dans ce sens, et il découvrit alors que, dans les Etats du Sud, il n'était possible de parler qu'en faveur de l'esclavage, et que quiconque ne se conformait pas à cette consigne encourait l'isolement social et même la ruine. Or, Birney n'était pas homme à sacrifier ses convictions à des considérations de cette nature. Après les grands débats du Lane Seminary, il démissionna de la Colonization Society et il publia sa « Letter to the Ministers and Elders of the Presbyterian Church in Kentucky », où

abandonnant sa modération du début, il proclamait que « l'esclavage, né de la violence, soutenu par la violence, est un système de vol organisé qui saisit le produit du labeur de quelques hommes pour enrichir les autres, qui brutalise à la fois le maître et l'esclave et suscite les plus viles passions ». Birney, cette fois, était allé plus loin qu'aucun homme du Sud ne s'était encore permis d'aller dans la dénonciation de l'esclavage. Il ne lui restait dès lors d'autre alternative, après avoir quitté l'Alabama pour le Kentucky, que de quitter le Kentucky pour l'Ohio, où il s'établit à Cincinnati.

L'action de ces personnalités, s'ajoutant à celle des sociétés anti-esclavagistes et de leurs agents, fut pour beaucoup dans la transformation du mouvement contre l'esclavage en un mouvement politique. Mais non moins important dans cette transformation fut le rôle de la grande controverse sur les droits civils qui éclata en 1835. A cette date il n'existait dans les Etats du Sud aucune possibilité de libre discussion. La consigne était d'autant plus rigoureusement appliquée que, au mois de juillet 1835, après que la populace de Charleston eût détruit dans le bureau des postes fédérales un sac postal contenant des publications anti-esclavagistes, le conseil municipal autorisa la formation d'un comité de vigilance chargé de se porter à la rencontre des navires qui aborderaient dans le port et d'y procéder à la destruction de tous écrits qui seraient jugés dangereux ou subversifs. Les législatures des Etats du Sud passèrent ensuite une série de résolutions invitant les législatures du Nord à supprimer les publications anti-esclavagistes et à mettre hors la loi les sociétés de même nature. Mais les législatures du Nord se refusèrent à toute action coercitive. Même celle du Massachusetts, dont la position était rendue particulièrement délicate par le fait que le *Liberator* s'imprimait à Boston où se trouvait son comité de rédaction, refusa de supprimer les publications ou les organisations anti-esclavagistes. Cette attitude n'empêchait naturellement pas les violences populaires de se déchaîner contre les noirs ou contre les partisans de l'abolition de l'esclavage. Celles qui se produisirent à Canterbury, Conn., en 1833, contre l'école de Prudence Crandall furent particulièrement significatives de l'hostilité que suscitaient dans certaines localités des Etats libres les témoignages de sympathie à l'égard des noirs. D'autres violences, d'une égale gravité, eurent lieu à New York et à Philadelphie. Mais la crise la plus sérieuse se produisit dans la petite agglomération d'Alton, Ill., où la populace massacra l'abolitionniste Elijah P. Lovejoy.

Ces violences s'accompagnaient d'aspects particulièrement inquiétants. C'était l'existence de comités de vigilance, formés de citoyens aisés (banquiers, marchands, juristes), qui se constituaient pour faire justice des ennemis de l'esclavage et dont l'action consistait à faire intervenir des hommes de main contre les meetings des orateurs abolitionnistes. Les magistrats, au lieu de demander le vote de lois susceptibles de faire respecter l'ordre public, exhortaient la foule à suppléer aux insuffisances de la législation en recourant à la violence, ce qui ne pouvait qu'encourager les pires excès. Pour se défendre,

les anti-esclavagistes, incapables d'obtenir justice, se réclamaient avec insistance du droit de libre discussion inscrit dans les « Bills of Rights » qui précédaient la constitution fédérale et les constitutions des Etats. Ils se réclamaient surtout du principe inscrit dans la Déclaration d'Indépendance qui proclame que tous les hommes ont reçu du Créateur un certain nombre de droits inaliénables, lesquels procèdent des relations entre Dieu et les hommes et ne peuvent en conséquence être détruits par un gouvernement purement humain. Le droit de libre discussion, déclarait Gerritt Smith, je ne le dois ni à la constitution de ma nation, ni à celle de mon Etat. Il nous a été donné par Dieu, et quiconque le viole n'est pas seulement coupable de déshonorer les lois de son pays et la mémoire de ses pères, mais aussi de s'insurger contre le plan de constitution humaine conçu par Dieu et de détruire la dignité dont Dieu a investi l'homme en le faisant semblable à lui-même. Les anti-esclavagistes insistaient particulièrement sur ce droit de libre discussion parce qu'ils le considéraient comme formant la base de tout l'édifice démocratique. Ils luttaient pour leurs principes avec autant de sincérité que les hommes de la Révolution, d'autant plus qu'ils se trouvaient dans une situation étrange, dominée par des tribunaux improvisés ou par des groupes d'hommes qui se mettaient au-dessus des lois du pays et exerçaient leur vengeance contre tous ceux qui leur déplaisaient.

Pour augmenter encore l'agitation, de nombreuses pétitions circulaient dans le pays qui demandaient au Congrès d'abolir l'esclavage dans la capitale fédérale et dans le District of Columbia. Ces pétitions, étant donné que leurs auteurs les colportaient de famille en famille pour réunir le plus de signatures possible, contribuaient naturellement à entretenir l'intérêt que provoquait la campagne anti-esclavagiste. Le représentant de la Caroline du Sud, Henry L. Pinckney, obtint bien de la Chambre des Représentants le vote d'une résolution affirmant sa volonté de ne pas recevoir les « pétitions, mémoires ou résolutions » concernant l'esclavage. Mais ces « Pinckney resolutions » (mai 1836) donnèrent lieu à des prises de position particulièrement vigoureuses contre l'esclavage, celle notamment de John Quincy Adams, celle de Henry B. Stanton, et elles accrurent l'élan de la campagne des pétitions. En fait, celle-ci ne s'organisa vraiment qu'après que le Congrès eût décidé de ne pas recevoir les pétitions. De plus en plus, elles affluèrent à Washington, formant les plus lus de tous les textes anti-esclavagistes. Plusieurs demandaient l'abolition de l'esclavage dans le District of Columbia en faisant observer que les hommes qui détiennent le pouvoir ont le devoir de se soumettre aux principes de la Déclaration d'Indépendance. D'autres préconisaient l'abolition par voie d'amendement à la constitution, et elles annonçaient au Congrès que leur nombre ne cesserait d'augmenter jusqu'au jour où le pays renoncerait à soutenir la « lâche usurpation des droits les plus sacrés d'êtres faibles et sans défense, la spoliation du produit du labeur des pauvres et la violation sacrilège de la paix et de la pureté de la vie domestique ».

A ce stade, le mouvement anti-esclavagiste se trouvait définitivement transposé sur le plan politique. L'avènement d'un parti nouveau était imminent, basé sur la dénonciation de l'esclavage : c'est autour de cet idéal qu'allaient se rapprocher les tendances souvent divergentes dont l'union devait former la cohésion passagère du parti républicain.